

## DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 14

Présents : 08

Pouvoirs : 00

### BUREAU DELIBERATIF SÉANCE DU 24 FEVRIER 2020 A 09H00

**Délibération BT2020/02/24 - 10 – Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété dégradée entre l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est, l'Etat et l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) pour la résidence 32/38 avenue Victor Hugo à Montfermeil**

**Rapporteur : Claude CAPILLON, Président**

**DATE DE CONVOCATION : 18 février 2020**

**PRÉSIDENCE** de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : Salle du 8<sup>ème</sup> étage - Hôtel de Ville de Rosny-sous-Bois - 20, rue Claude Pernès - 93110 Rosny-sous-Bois.

**PRÉSENTS** : Mmes et MM. BAILLY Dominique, CAPILLON Claude, CRANOLY Rolin, GENESTIER Jean-Michel, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes et MM. COPPI Katia, DEMUYNCK Christian, KLEIN Olivier, MAHEAS Jacques, SCHLEGEL Eric, TORO Ludovic

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : M. MARTIN Pierre-Yves

#### LE BUREAU,

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

**VU** le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-10,

**VU** la délibération du Conseil de territoire CT2019/05/28-02 en date du 28 mai 2019, portant délégation d'attributions du Conseil de Territoire au Bureau pour demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions,

**VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.303-1, L.321-1 et suivants et R.321-1 et suivants,

**VU** le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),

**VU** l'arrêté du 26 février 2014 portant approbation du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées de Seine-Saint-Denis,

**VU** la circulaire du 7 juillet 1994 du Ministère du Logement et du Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville relative aux OPAH concernant des ensembles immobiliers en copropriété rencontrant de graves difficultés sur la plan technique, social et financier,

**VU** l'avis du délégué de l'ANAH dans la Région en date du 25 novembre 2014,

**VU** la délibération n°2014/235 du Conseil Municipal de la Ville de Montfermeil en date du 17 décembre 2014, autorisant la signature de la convention initiale,

**VU** l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de l'ANAH, en application de l'article R.321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du 18 décembre 2014,

**VU** la mise à disposition du public du projet de convention initiale du 29 décembre 2014 au 29 janvier 2015 à la mairie de Montfermeil, en application de l'article L.303-1 du code de la construction et de l'habitation,

**VU** l'article L.5219-1-II-2°-c) du CGCT, modifié par la loi n°2015-991 du 7 août 2015, la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017, la loi n°2018-957 en date du 7 novembre 2018, et portant transfert de la compétence « amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre » à la Métropole du Grand Paris,

**VU** la délibération n°CM2018/12/07-01 portant définition de l'intérêt métropolitain pour la compétence « amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre » et sans que l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de la copropriété de la Résidence du 32 / 38 avenue Victor Hugo à Montfermeil ait été déclarée d'intérêt métropolitain,

**CONSIDERANT** qu'en raison de difficultés financières, sociales et techniques, la copropriété de la Résidence du 32 / 38 avenue Victor Hugo à Montfermeil a fait l'objet d'une convention conclue entre la Ville de Montfermeil, l'Etat et l'ANAH,

**CONSIDERANT** que cette convention a permis de définir une stratégie, un échéancier d'exécution ainsi que les engagements pris par les parties et les aides envisagées,

**CONSIDERANT** que la compétence « amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre » sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de la copropriété de la Résidence du 32 / 38 avenue Victor Hugo à Montfermeil a été transférée à l'Etablissement public territorial à compter de 2018,

**CONSIDERANT** que la convention OPAH Copropriété dégradée pour la Résidence 32 / 38 avenue Victor Hugo à Montfermeil arrivera à terme le 4 février 2020,

**CONSIDERANT** que certaines missions nécessitent un approfondissement,

**CONSIDERANT** que cela nécessite la prolongation de ladite convention pour une année supplémentaire et le versement d'une subvention complémentaire de 30 000 € HT par l'ANAH à l'Etablissement public territorial,

**Après en avoir délibéré,**

- **A l'unanimité**

**APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) dégradée entre l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est, l'Etat et l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) pour la résidence 32/38 avenue Victor Hugo à Montfermeil,



**ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL**

CLICHY-SOUS-BOIS • COUBRON • GAGNY • GOURNAY-SUR-MARNE • LE RAINCY •  
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS • LIVRY-GARGAN • MONTFERMEIL • NEUILLY-PLAISANCE •  
NEUILLY-SUR-MARNE • NOISY-LE-GRAND • ROSNY-SOUS-BOIS •  
VAUJOURS • VILLEMOMBLE

**AUTORISE** toutes modifications de l'avenant, ultérieures à l'adoption de la présente délibération, n'altérant pas ses éléments substantiels (durée, montants, missions) et qui pourraient être exigées par les services de l'Etat.

**AUTORISE** le Président à signer ledit avenant et tout document afférent à son exécution.

*Ainsi fait et délibéré en séance, le 24/02/2020.*

Affiché - Notifié le

**04 MAR. 2020**

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*



**Le Président,**

**Claude CAPILLON**